

Édito

Violence économique et violence masculine

Christine Delphy

Ce deuxième numéro du volume 21 reflète, comme le premier numéro, les thèmes abordés lors des ateliers que la revue a animés au troisième Congrès Marx, en septembre 2001.

Deux thèmes apparemment distincts sont au cœur du dossier : les nouveaux pères et la prostitution. Mais un fil rouge les relie, qui est la violence patriarcale.

La société globale tente d'euphémiser, de délayer, et finalement de perdre dans les sables d'une violence généralisée et indifférenciée la violence spécifiquement masculine contre les femmes. Les exemples que prend Ailbhe Smyth sont tirés des écrits, des discours et des politiques du monde anglophone – Irlande, Grande-Bretagne et États-Unis principalement. Cependant, rien de ce qu'elle décrit ne nous est étranger : rien ne ressemble plus à une manœuvre patriarcale en langue anglaise que la même manœuvre faite par des francophones.

La mise au jour de la violence masculine change les analyses de l'oppression des femmes, qu'on pensait surtout idéologique, puis idéologique et économique. Il faut désormais admettre qu'elle est aussi physique : et non pas par le biais de vulnérabilités spécifiques des femmes – liées par exemple aux douleurs de l'accouchement ou de l'avortement – qu'on continue de ne pas rattacher suffisamment, d'ailleurs, à leur oppression sociale. Mais par l'effet d'une brutalité directement exercée par des acteurs : maris, amants, pères. Cette dénonciation est elle-même une violence faite à la société, qui n'a de cesse de renommer la violence « conjugale » ou « familiale », de la transformer en affaire interindividuelle. Le couple est re-conceptualisé comme une île, les différences de positions sociales et de pouvoir entre les partenaires sont niées. La violence est psychologisée, et elle peut donc être exercée par les femmes : une fois ce postulat théorique posé, certains (chercheurs, travailleurs sociaux, juges, etc.) vont aller chercher des hommes battus, dans la quête éperdue d'une symétrie entre hommes et femmes qui permettrait de nier la domination. Tout

est mis en œuvre pour neutraliser, non pas la violence contre les femmes, mais les implications que sa découverte devrait avoir pour la théorie et la pratique, en bref pour la politique, c'est-à-dire la gestion de la cité.

Elle ne peut cependant plus être niée ; en France, par exemple, l'un des signes qu'on ne peut plus remettre le couvercle sur ce sujet est le fait qu'elle a été mentionnée par les candidats à la dernière élection présidentielle. Elle doit figurer, comme l'égalité entre femmes et hommes, parmi les thèmes obligés de la plupart des campagnes.

Mais cela signifie-t-il une vraie prise en charge, une vraie volonté politique, et même une vraie compréhension? Non. Depuis des années, dans tous les pays occidentaux, des mouvements d'hommes s'organisent pour échapper aux accusations d'inceste, pour récupérer leur pouvoir sur les enfants, et à travers eux, sur les femmes. Ils prétendent que les femmes leur volent les enfants, qu'on ignore l'amour paternel et leur souffrance à être séparés de leurs enfants à la suite d'un divorce ; ils accusent la société, et en particulier les juges, de se liguier contre eux, au détriment des vrais intérêts des enfants. Ceux-ci ont absolument besoin de leurs deux parents : tel est le thème que les lobbies de pères, relayés par des journalistes et des psychologues tout acquis à leurs thèses quand ils ne sont pas payés par ces lobbies, répandent depuis plusieurs années. Les médias les écoutent et les montrent complaisamment. Lynne Harne étudie en détail comment ces plaintes, qui sont autant d'accusations contre les femmes, sont formulées dans les pays anglophones, et comment ces lobbies ont construit toute une mythologie habile, qui s'appuie sur la revendication d'égalité. « Nous avons changé », commencent par dire les pères, « nous sommes de nouveaux hommes » : qui s'intéressent aux enfants, qui sont prêts à les langer, à les pouponner, à prendre leur part des tâches d'élevage. Donc : on n'a plus de raison de préférer les mères. Certes, on n'aurait plus de raison si les hommes avaient vraiment changé. Mais dans la réalité, les hommes nouveaux ne sont pas arrivés, ou alors au compte-gouttes.

Deuxième point de leur argumentation : la privation du père est dommageable pour les enfants. Le rôle paternel serait devenu semblable à celui de la mère, mais en gardant cependant une spécificité qui fait qu'un enfant élevé seulement par une femme va garder des séquelles... À y regarder de près, ce sont les garçons qui, en l'absence d'un « modèle masculin », ne développeraient pas les « qualités masculines ». Comme le souligne Lynne Harne, l'idée de « qualités masculines » est problématique d'un point de vue féministe. Mais ce point de vue a été adopté avec enthousiasme par le New Labour – la social-démocratie anglaise version Blair, et par le gouvernement Jospin. La présence du père est devenue, ou redevenue LE critère de l'intérêt de l'enfant, au détriment même de sa sécurité. Incroyable mais vrai.

Dans les derniers jours de son existence, le gouvernement Jospin a fait passer en France une loi présentée par Ségolène Royal à partir de l'idéolo-

gie décortiquée par Lynne Harne. Martin Dufresne et Hélène Palma analysent cette loi scandaleuse qui impose la garde alternée, quels que soient les motifs du divorce ou de la séparation des parents, quelle que soit l'implication du père biologique, y compris si elle a été nulle, dans les soins aux enfants, et quoi qu'en pense la principale dispensatrice de soins, qui est généralement la mère. On fait d'une pierre deux coups. L'enfant étant présumé naviguer entre la résidence de la mère et celle du père, il n'est plus besoin que le parent non gardien verse une pension alimentaire à l'autre, puisque, par définition, les frais de son élevage et de son éducation seront partagés. La réalité de la prise en charge matérielle des enfants a été volontairement ignorée: qu'importe qu'un homme n'ait jamais changé un enfant, la loi lui donne une présomption de compétence et de bonne volonté dès lors qu'il est séparé de sa compagne. De même, le passé de violence qui motive souvent la demande de séparation faite par une femme est ignoré: violent ou pas, tout homme est crédité de réserves de patience et de douceur par la même loi, dès lors qu'il est séparé.

À propos de cette loi, les féministes n'ont pas été entendues. Elles se sont réveillées tard. Mais elles ont été victimes aussi d'une démarche d'une habileté démoniaque; si certaines dénoncent depuis longtemps les «nouveaux pères», d'autres (dont moi) ont voulu croire qu'il fallait faire quelque crédit aux hommes qui disaient avoir entendu le message féministe. D'ailleurs, les nouveaux pères existent, nous en avons rencontré. Toutefois, ce ne sont pas eux qui demandent féroce­ment la garde des enfants. Il ne faut donc pas jeter les nouveaux pères avec l'eau du bain, mais être conscientes que des patriarques archaïques sont capables d'aller jusqu'à revêtir l'apparence de leur contraire pour mieux attaquer les femmes. Nous continuons de surestimer les «acquis» et de ne pas comprendre que rien n'est acquis, que le patriarcat ne va pas se laisser faire: que la lutte sur aucune question n'est jamais définitivement gagnée, que des chausse-trapes s'ouvrent tous les jours pour engloutir le moindre petit progrès; la perversité de la démarche des «SOS-Papa», loups déguisés en agneaux, le prouve. C'est la leçon politique de ce premier groupe d'articles.

Un deuxième groupe traite de la prostitution, avec Lilian Mathieu, l'interview de Cathy et la déclaration de la Coalition contre le trafic des femmes (CATW). Trois textes, trois angles différents, et qui n'épuisent évidemment pas le sujet. Lilian Mathieu aborde le sujet en sociologue, rejetant les explications psychologisantes, et cherchant les déterminations socio-économiques de la vie sur le trottoir. Même si une violence exercée par d'autres, comme le trafic, le rapt, le viol, n'est pas à l'origine de la prostitution, celle-ci ne peut pas pour autant être conçue comme délibé­rément choisie. En tant que réponse et adaptation à une situation marquée par la détresse et le manque, l'entrée dans la sexualité vénale a toujours un caractère contraint. Et les conditions de la vie sur le trottoir, dont les personnes, avant d'y être engagées, ne peuvent pas imaginer la violence, les empêchent généralement de quitter cette vie aussi librement qu'elles y

sont venues. Les incitations à la prostitution « libre » sont fortes : pour les femmes dans une précarité totale et sans autre débouché économique, pour les hommes travestis et transsexuels considérés comme inemployables sur le marché du travail, pour celles et ceux qui n'ont aucune autre perspective d'emploi aussi lucratif. Les métiers qui s'offrent aux femmes sans qualification ou aux transsexuels ne font pas le poids par rapport aux promesses de gains de la prostitution. Et celles et ceux qui s'y engagent ne savent pas ce qu'elles et ils vont y perdre, ni qu'il leur sera si difficile de faire marche arrière, une fois pris·e·s dans un milieu et un mode de vie en marge.

Lilian Mathieu s'oppose au néo-réglemmentarisme (à la reconnaissance de la prostitution comme métier) ; il suggère qu'un abolitionnisme bien compris pourrait briser ce cercle vicieux en plusieurs points. Mais ce cercle vicieux, c'est celui de l'injustice économique structurelle : dans une société qui pousse à la consommation, quelle alternative ont celles et ceux que leur parcours « défavorisé » interdit de tout travail, de tout travail intéressant ou rémunérateur ? Ils n'en ont qu'une : la vertu et le RMI ou le vice et la Mercedes.

Quand les chances d'avoir un métier rémunérateur sont quasiment nulles, et encore plus pour les femmes, rester dans la norme peut paraître un choix de dupes. Les femmes, placées par le patriarcat dans les strates inférieures du marché de l'emploi, ou pour le dire plus précisément, identifiées en tant que femmes par leur place subordonnée dans l'économie marchande, ont par définition peu de chances « d'arriver » dans le système légal et le savent d'entrée de jeu. En revanche, les coûts d'une « carrière déviante » (au sens de l'ethnométhodologue Garfinkel), la prostitution pour les filles, le trafic de drogue pour les garçons, ne se manifestent pas immédiatement. Mais avec le temps tout fout l'camp ; ces coûts qu'elles et ils ignoraient en commençant apparaissent pour ce qu'ils sont : un engrenage dont on ne peut quasiment plus sortir.

Ainsi, la prostitution apparaît à son tour comme l'une des conséquences de l'inexistence « d'ascenseur social », de l'absence de possibilités objectives pour des couches entières de la population ; leur « désaffiliation » originelle, qui mène au « choix » de « carrières non légitimes », engendre une marginalisation encore plus grande. Cette désaffiliation quasiment de naissance peut être conçue comme une violence du système économique patriarcalo-capitaliste, violence aggravée par le tournant néo-libéral et la paupérisation instantanée de millions de gens. La chute du mur de Berlin a coïncidé avec la migration de centaines de milliers de prostituées des pays de l'Est vers l'Europe occidentale. Quelle explication « psychologique » tiendrait le choc devant cette évidence ? Ces femmes n'étaient pas tentées par la prostitution avant que leur pays ne passe d'une économie de plein-emploi à un capitalisme sauvage. La violence structurelle, intrinsèque, du système économique et la violence masculine non seulement se combinent dans leurs effets, mais puisent leurs sources aux mêmes origines. ■